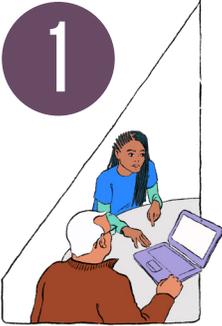


# 9 DOMAINES OÙ L'ENGAGEMENT SERA CLÉ



Charlotte Debray, déléguée générale, et Hannah Olivetti, cheffe de projet prospective  
Charlotte Debray, déléguée générale de la Fonda, et Hannah Olivetti, cheffe de projet prospective, ont présenté synthétiquement les 9 domaines où l'engagement sera clé en 2040.



Marchandisation et instrumentalisations de l'engagement



Écologie, la grande cause des engagements



Polarisation ou coopération des engagements



L'engagement, cause ou remède à la fragmentation



L'engagement comme vecteur d'émancipation



L'engagement, du local au global



Liberté ou obligation de s'engager



Les engagements en réponse aux besoins sociaux



L'engagement, matrice de la démocratie

## 1 Contexte

La Fonda observe une montée de la **marchandisation** dans différentes sphères de la société où la valeur marchande est l'étalon de mesure de l'ensemble des relations socio-économiques.

Plusieurs exemples l'illustrent, tels que la marchandisation de l'environnement, avec l'instauration des droits à polluer, ou la marchandisation de l'action publique, avec l'externalisation à des opérateurs privés.

Elle touche aussi les services essentiels de l'intérêt général portés par les associations. Elles font face à une **mise en concurrence** entre elles, via le recours à des appels à projets, des marchés, ou la généralisation des indicateurs de résultats et de performance.

À terme, cela risque d'assécher l'**innovation sociale**. Comment les associations seront-elles en capacité d'innover, de proposer de nouvelles démarches si elles sont fragilisées dans leur modèle socio-économique en même temps ?

## 1 Conséquences sur l'engagement

Dans ce contexte de marchandisation, il existe une tendance à utiliser et revendiquer l'engagement dans le cadre de **trajectoires personnelles**, notamment pour le parcours scolaire ou professionnel. Mais, quelle est la réalité de cet engagement dans le temps ? Quelles reconnaissances et valorisations de l'engagement et de ses transformations ?

Les travaux sur l'engagement bénévole des sociologues Roger Sue et Jean-Michel Peter<sup>1</sup> montrent que la première motivation à devenir bénévole est celle de **se sentir utile** et se relier aux autres. À cela s'ajoute le développement des savoirs et des compétences, ainsi que du réseau de connaissances.

Des personnes et des acteurs s'engagent également contre la **marchandisation de la société**. Certains acteurs publics réinternalisent leurs compétences. C'est le cas de la gestion de l'eau qui a été remunicipalisée par Bordeaux et la Métropole de Lyon.

Des personnes et des collectifs s'opposent à la marchandisation dans les différents aspects de la vie. Cela peut prendre la forme d'actions protestataires (*boycott*), de choix politiques (le vote), voire la construction d'alternatives au monde marchand. Il existe ainsi un phénomène de **réappropriation des modes de production et de consommation** : logiciels libres, coopératives citoyennes, monnaies locales, etc.

<sup>1</sup> Jean-Michel Peter et Roger Sue, « Les représentations de l'engagement bénévole. Entre motivations & résistances », *Tribune Fonda* n° 221, avril 2014, [en ligne].



## 1 Contexte

Les activités humaines ont toujours eu des incidences sur l'environnement. La révolution industrielle au XIX<sup>e</sup> siècle constitue néanmoins un tournant avec les transformations techniques reposant sur l'**exploitation massive de ressources naturelles** (minerais, charbon, pétrole, gaz).

Outre les bouleversements sociaux, territoriaux et économiques induits, la révolution industrielle s'accompagne donc de détériorations de l'environnement. La crise climatique est d'abord une **crise des ressources physiques**, avec des conséquences irréversibles.

En 2009, une équipe pluridisciplinaire de 28 universitaires menée par l'agronome Johan Rockström tente de mesurer ces conséquences des activités humaines sur la planète. Ils formulent le concept de **limites planétaires**, par-delà lesquelles la planète n'est plus un espace de fonctionnement sûr pour l'humanité.

Aujourd'hui, six des neuf limites planétaires ont déjà été franchies et une septième, l'acidification des océans va l'être prochainement.

## 2 Conséquences sur l'engagement

La question écologique devient une **préoccupation majeure** au sein de la société, tout particulièrement pour les jeunes générations, les personnes diplômées et vivant plutôt dans des zones urbaines. Certaines formes d'engagement, invisibles et non conscientisées, existent « par la force des choses ». C'est le cas de la sobriété imposée.

En France, les acteurs publics, à l'échelle nationale et locale, prennent des mesures d'atténuation des effets du dérèglement climatique, mais les **mesures d'adaptation** sont encore très insuffisantes. La Fonda voit émerger la volonté de construire des solutions avec les citoyens avec les Conventions citoyennes pour le climat à l'échelle nationale et locale. Mais pour quels résultats ?

Certaines entreprises s'engagent pour la cause écologique dans le cadre de leur politique de **responsabilité sociétale**, voire territoriale. En parallèle, la finance durable se développe sous l'impulsion de certaines places de marché. Paris Europlace a par exemple créé l'Institut de la Finance durable. Le Crédit coopératif ne finance plus aucune extraction fossile depuis 15 ans, mais ce virage n'a pas été pris par l'ensemble du monde bancaire.



## 1 Contexte

La polarisation idéologique a tendance à se réduire depuis la fin des années 1980, mais la **polarisation affective**, c'est-à-dire l'animosité, voire l'hostilité ressentie envers l'autre ou un groupe, progresse.

Deux phénomènes l'expliquent. La diminution de la part des sujets économiques dans le débat public et l'augmentation concomitante de la place des sujets dits sociétaux qui touchent aux **systèmes symboliques** et aux convictions intimes.

Les réseaux sociaux créent des bulles de filtres et favorisent la diffusion de discours binaires et radicaux. Cela s'inscrit dans un phénomène

plus global de **dérégulation de l'accès à la connaissance**, mis en lumière par le sociologue **Gérald Bronner**. Le rapport à la vérité scientifique ou informationnelle est fragilisé, alors que les individus se réfèrent à des univers de sens fermés (post-vérité, complotisme, etc.).



## 1 Conséquences sur l'engagement

Il existe autant de causes d'engagement, motivées par la transformation du monde que de mouvements d'hostilité et de résistance à cette transformation. Les groupes « minoritaires » revendiquent la reconnaissance de leurs droits (féminisme, orientation sexuelle, handicap, etc.). Allons-nous vers l'affaiblissement de l'universalité des droits humains ou au contraire à l'émergence d'un **droit universel des singularités** ?

Malgré la polarisation des causes, notamment entre progressistes et antiprogressistes, une tendance à la **convergence des causes d'engagement** s'observe. La volonté de plus en plus marquée de penser la justice climatique avec la justice sociale l'illustre. Par exemple, lors des mobilisations contre la réforme des retraites de 2023, le sociologue Laurent Lardeux a relevé les revendications des jeunes pour une justice climatique.

Certains acteurs développent par ailleurs une **approche systémique et coopérative**, à l'initiative des pouvoirs publics (comme les Cités éducatives, la politique de la ville, etc.) ou de la société civile. Certains philanthropes, à l'instar de ceux composant l'initiative collective Racines, intègrent l'approche systémique du changement à leurs stratégies de financement et cherchent à peser dans le débat public comme dans l'évolution des pratiques.

L'expérience des Conventions citoyennes sur le climat et sur la fin de vie montre que la **fragmentation des engagements** n'est pas inéluctable, mais le politique s'avère incapable d'intégrer cette évolution de la démocratie.



Désormais, les personnes ne se définissent plus par rapport à leur place dans la société ou leur appartenance, mais par leurs **trajectoires**.

## ❶ Conséquences sur l'engagement

Certains engagements peuvent alimenter la fragmentation de la société. Il s'agit notamment des **engagements des « minorités »** qui revendiquent leurs droits ou défendent des situations acquises (automobilistes, chasseurs...). Les engagements « défensifs » nourrissent la fragmentation en mettant l'ensemble de la société en accusation, par exemple, l'engagement pour la cause djihadiste.

D'autres personnes s'engagent contre d'autres citoyens, dans une dialectique de **« eux contre nous »**. Citons les pratiques de décasage à Mayotte par les Mahorais contre les Comoriens ou encore les actions des membres de la Manif pour tous, devenu le Syndicat de la famille.

Il existe cependant une tendance des acteurs à **s'engager en réponse à la fragmentation**. Par exemple, les quartiers les moins touchés par les émeutes en juillet 2023 sont ceux où les associations et professionnels de la politique de la ville étaient présents.

Les pouvoirs publics agissent sur la fragmentation en créant des espaces de dialogue propices à la coopération. La démarche menée par l'Agence nationale de la cohésion des territoires « Quartier à impact collectif » en est un exemple. Plus globalement, cela suppose de développer une **approche systémique et intersectionnelle** pour la construction des réponses aux défis de société.

## ❷ Contexte

Le courant de la fragmentation est profondément ancré. La Fonda l'avait d'ailleurs identifié en 2013 lors de ses précédents travaux prospectifs. La fragmentation est marquée par un **creusement des inégalités** de tout ordre : sociales, de genre, accès à l'information, territoriales, etc.

Elle résulte de la **conjonction de plusieurs phénomènes** relevant de temporalités et de domaines différents : une hausse de la différenciation sociale, une diversité des revendications et des influences culturelles provoquées par la mondialisation, la revendication de nouveaux droits, la dérégulation de l'accès à la connaissance.

À tous ces phénomènes s'ajoute, la rupture de la **« matrice tutélaire »** des institutions qui structurerait les rapports sociaux, qu'il s'agisse d'institutions politiques, scientifiques, éducatives, ou encore culturelles.

## 6 Contexte

Dans le courant de la fragmentation profondément ancré aujourd'hui, l'individu devient acteur de sa trajectoire. Cela est facilité grâce à un **accès inégalé aux connaissances**, permis par la fin d'une hiérarchie dans la production et la diffusion du savoir. De plus, les outils numériques facilitent l'engagement, comme le partage, l'entraide et l'acquisition de nouvelles compétences et connaissances.

Cependant, les personnes peuvent être dans une situation d'**infobésité** et confrontées à des informations pas toujours fiables, qui peuvent accroître les clivages au sein de la société. Il s'agit d'un enjeu clé qui conditionne la manière de voir la société.

## 6 Conséquences sur l'engagement

L'engagement contribue à l'émancipation des personnes, il est **transformateur**. Les chercheurs Roger Sue et Jean-Michel Peter identifient trois ressorts à l'engagement bénévole<sup>2</sup> : être dans l'action pour se sentir utile, être avec les autres pour nouer des réseaux d'amitié et se réaliser. Sur cet aspect, l'engagement permet de s'épanouir personnellement, d'avoir une reconnaissance sociale, tout en acquérant des compétences.

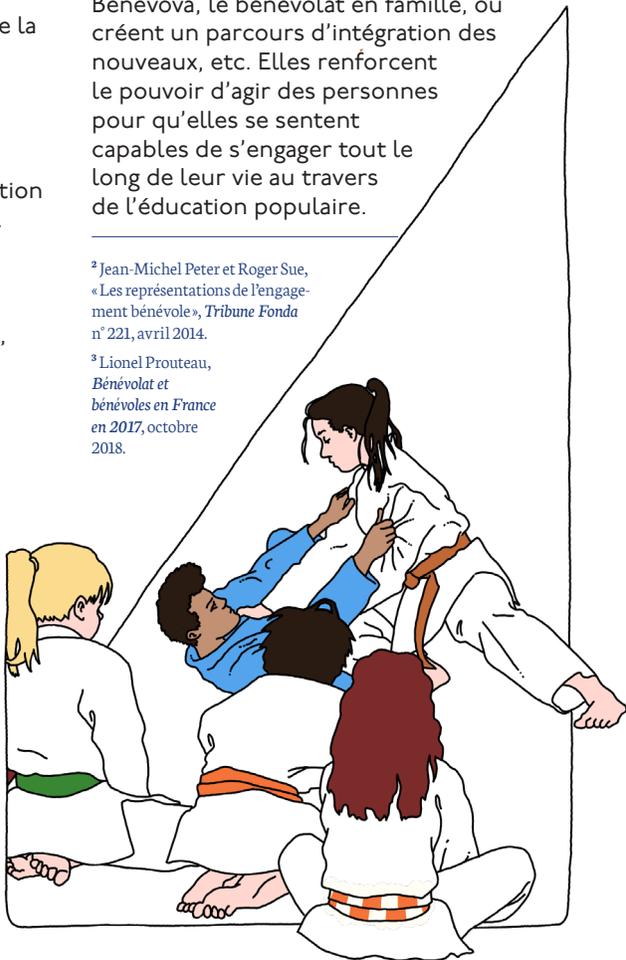
La Fonda identifie aussi la volonté de certains acteurs de **renforcer le pouvoir d'agir** des personnes. C'est le cas de l'Unapei dont le fonctionnement se fonde sur une logique de triple expertise. Les personnes concernées, leurs proches aidants et les professionnels partagent leurs connaissances, renforcent leur pouvoir d'agir et donc leur émancipation.

Certains **freins** persistent dans la capacité de tous les individus à s'engager. Les travaux de Lionel Prouteau sur l'engagement bénévole mettent en lumière le rôle de la transmission et de la reproduction de l'engagement bénévole : la propension à faire du bénévolat est plus forte parmi les personnes dont les parents pratiquent eux-mêmes le bénévolat. De même, plus le niveau de diplôme est élevé, plus le taux de bénévolat est important<sup>3</sup>.

Pour y remédier, les organisations de la société civile adaptent leur fonctionnement en partant des **envies et contraintes** des personnes. Elles développent, par exemple chez Benevova, le bénévolat en famille, ou créent un parcours d'intégration des nouveaux, etc. Elles renforcent le pouvoir d'agir des personnes pour qu'elles se sentent capables de s'engager tout le long de leur vie au travers de l'éducation populaire.

<sup>2</sup> Jean-Michel Peter et Roger Sue, « Les représentations de l'engagement bénévole », *Tribune Fonda* n° 221, avril 2014.

<sup>3</sup> Lionel Prouteau, *Bénévolat et bénévoles en France en 2017*, octobre 2018.





## 6 Conséquences sur l'engagement

Les individus ont tendance à s'engager à l'échelle de leur **bassin de vie**, qui est l'échelle naturelle d'engagement. Cela permet de voir les effets immédiats de son investissement, tout en répondant à des besoins sociaux.

La communauté internationale cherche à mieux **articuler les différentes échelles**, locale, nationale et internationale, pour répondre aux défis contemporains. C'est le principe qui guide l'Agenda 2030, tout particulièrement avec l'Objectif de développement durable 17 « Partenariats pour la réalisation des objectifs ». Il propose un cadre de référence partagé, dans lequel les objectifs peuvent être déclinés à toutes les échelles d'action. Mais comment faire ensemble dans la pratique ? Comment construire une vision partagée des enjeux dans un contexte de fragmentation pluri-dimensionnelle et surtout mener des actions coordonnées ?

La Fonda observe aussi que les acteurs ont de plus en plus tendance à organiser des **coopérations territoriales**. Pour mieux répondre aux défis locaux, il existe une structuration d'un dialogue territorial entre les acteurs locaux pour coordonner leurs actions. Cités éducatives, cités de l'emploi, Pôles territoriaux de coopération économique (PTCE) : des initiatives des pouvoirs publics et de l'Économie sociale et solidaire (ESS) se développent. Certaines entreprises s'emparent par ailleurs de la notion de Responsabilité territoriale des entreprises (RTE).

Pour y parvenir, de nouvelles compétences et connaissances sont nécessaires. C'est pour cela que des acteurs, comme le Labo de l'ESS, le Réseau national des maisons des associations (RNMA), et bien d'autres, se mobilisent pour structurer un nouveau métier, celui de **chargé de coopérations territoriales**.

## 6 Contexte

Plusieurs **phénomènes mondiaux** ont des répercussions au niveau local : vieillissement démographique, dérèglement climatique, et persistance de problématiques sociales comme la pauvreté, l'isolement social, les tensions géopolitiques et les conflits.

Face à l'ampleur des défis contemporains, qu'ils soient sociaux, écologiques ou démocratiques, de plus en plus d'acteurs pensent nécessaire d'avoir une **approche systémique**, multiscalaire, voire transcalaire, pour apporter des réponses adaptées<sup>4</sup>.

<sup>4</sup> Lire à ce sujet la Tribune Fonda n°257 « Associations et fondations face aux changements systémiques », mars 2023.

## 1 Contexte

La question de la liberté ou de l'obligation à s'engager traverse les échanges depuis le début de la démarche prospective. Elle se pose avec acuité dans un contexte de multiplication des **défis systémiques** de grande ampleur, comme le dérèglement climatique et la hausse des besoins sociaux, alors que les ressources diminuent.

Cela suppose un engagement de tous les acteurs de la société. Dès lors, **l'engagement obligatoire** ne constituerait-il pas une solution nécessaire, en veillant à coordonner et mettre en cohérence les actions des uns et des autres ? Cette idée est cependant contradictoire avec l'autonomie et la liberté, qui sont au cœur de toute démarche d'engagement.

## 1 Conséquences sur l'engagement

L'engagement devient un élément clé dans les parcours de vie des individus, sans être formellement obligatoire. Il existe une **forte valorisation et reconnaissance** de certaines formes et causes d'engagement, que ce soit sur le plan social, scolaire ou professionnel. Bien que non obligatoire dans la loi, l'engagement devient un attendu.

Par exemple, sur le plan scolaire, revendiquer un engagement peut être utile dans les **processus de sélection** pour les études supérieures. Il en va de même sur le plan professionnel. Cependant, que se passe-t-il si une personne ne peut ou ne veut pas s'engager ?

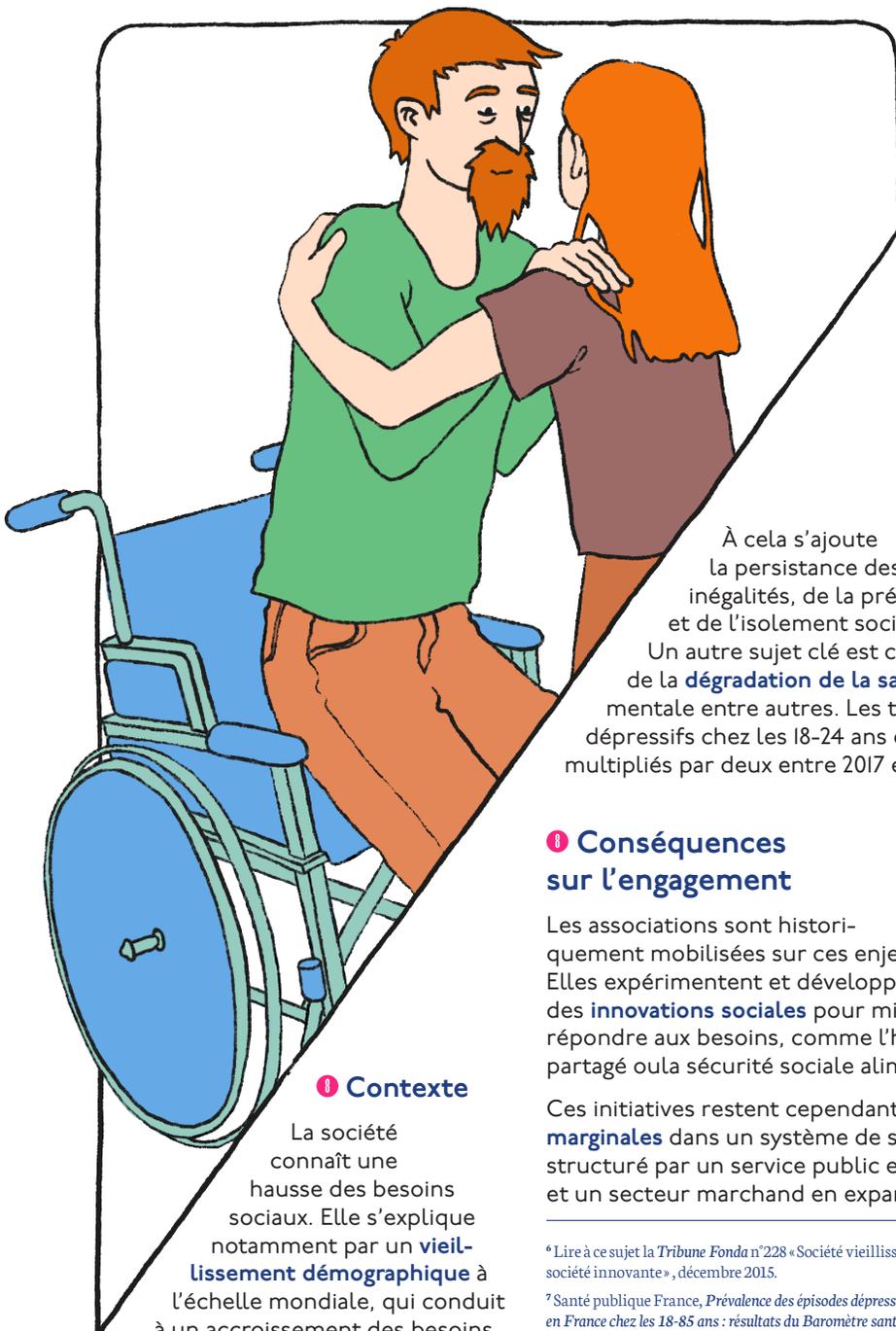


La Fonda observe également une **incitation à l'engagement** par les pouvoirs publics. Le conditionnement du Revenu de solidarité active (RSA) à une obligation d'activité de 15 heures hebdomadaires ou la modélisation pour les grandes entreprises avec la norme ISO 26000 l'illustrent.

Les pouvoirs publics peuvent aussi **normer l'engagement** en l'encadrant et le sanctionnant. La mise en application de la loi qui institue le Contrat d'engagement républicain conduit par exemple à une contraction des libertés associatives.

Sans être obligatoires à proprement parler, certains engagements s'imposent par la **force des choses**. Des individus sont ainsi contraints de s'engager faute d'autres solutions. C'est le cas entre autres des proches aidants<sup>5</sup>.

<sup>5</sup> Lire à ce sujet la Tribune Fonda n°263 « Les jeunes aidants : engagés de fait ? », septembre 2024.



## 8 Contexte

La société connaît une hausse des besoins sociaux. Elle s'explique notamment par un **vieilissement démographique** à l'échelle mondiale, qui conduit à un accroissement des besoins sociaux pour garantir des conditions de vie dignes aux aînés<sup>6</sup>.

À cela s'ajoute la persistance des inégalités, de la précarité et de l'isolement social. Un autre sujet clé est celui de la **dégradation de la santé**, mentale entre autres. Les troubles dépressifs chez les 18-24 ans ont été multipliés par deux entre 2017 et 2022<sup>7</sup>.

## 8 Conséquences sur l'engagement

Les associations sont historiquement mobilisées sur ces enjeux. Elles expérimentent et développent des **innovations sociales** pour mieux répondre aux besoins, comme l'habitat partagé ou la sécurité sociale alimentaire.

Ces initiatives restent cependant **marginales** dans un système de santé structuré par un service public en déclin et un secteur marchand en expansion.

<sup>6</sup> Lire à ce sujet la *Tribune Fonda* n°228 « Société vieillissante, société innovante », décembre 2015.

<sup>7</sup> Santé publique France, *Prévalence des épisodes dépressifs en France chez les 18-85 ans : résultats du Baromètre santé 2021*, 14 février 2023 [en ligne].

## 📍 Contexte

La **fragmentation de la société** fragilise la capacité à dialoguer, en raison d'un accroissement des inégalités au sein de la population et une polarisation affective. Elle est amplifiée par les réseaux sociaux et les effets de bulle. Les informations se diffusent de manière instantanée, sans contrôle, et peuvent alimenter des *fake news*.

Elle se manifeste par une **perte de confiance** des citoyens à l'égard des institutions nationales et européennes. L'abstention aux différentes élections ne cesse d'augmenter.

À cela s'ajoute l'émergence de **mouvements de contestation et de revendication** comme les Zones à défendre (ZAD) ou les Gilets jaunes. Ces mouvements contournent les forces politiques, les syndicats et les organisations de la société civile.

## 📍 Conséquences sur l'engagement

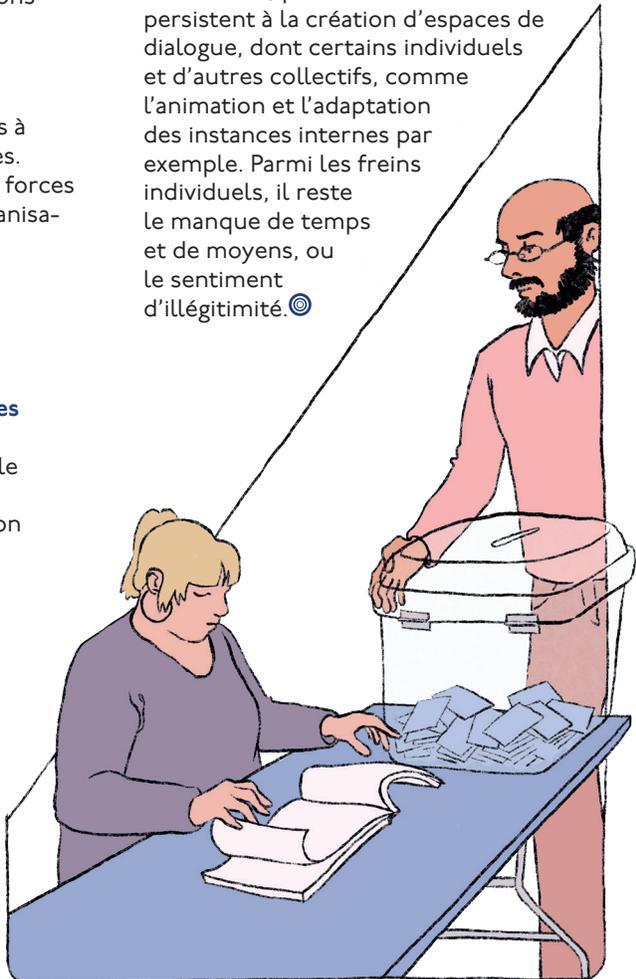
Plusieurs acteurs s'engagent pour créer et renforcer des **espaces de dialogue** pour faire société. Les organisations de la société civile développent le pouvoir d'agir des citoyens, notamment via l'éducation populaire. Elles peuvent, avec leur gouvernance, permettre aux personnes d'expérimenter le dialogue et nourrir de la controverse pour aboutir à une position commune.

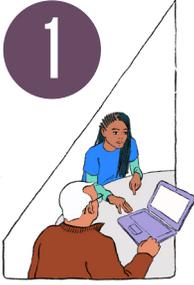
Quant aux pouvoirs publics, ils tentent de reconstruire un **dialogue avec les citoyens**, via des conventions citoyennes et des budgets participatifs. Mais ces dispositifs ne jouent qu'à la marge des orientations politiques.

Enfin, certaines **entreprises** ont historiquement une gouvernance démocratique dans leur fonctionnement. Il s'agit de organisations de l'ESS, comme les mutuelles et les coopératives. Elles reposent sur le principe d'une personne d'une voix.

L'économiste Maryline Filippi étudie, en lien avec la Chaire TerrESS, la **responsabilité territoriale des entreprises** et leurs capacités à dialoguer avec leurs parties prenantes au service des territoires.

Néanmoins, plusieurs **freins** persistent à la création d'espaces de dialogue, dont certains individuels et d'autres collectifs, comme l'animation et l'adaptation des instances internes par exemple. Parmi les freins individuels, il reste le manque de temps et de moyens, ou le sentiment d'illégitimité. 🗳️





1  
Marchandisation et instrumentalisations de l'engagement



2  
Écologie, la grande cause des engagements



3  
Polarisation ou coopération des engagements



4  
L'engagement, cause ou remède à la fragmentation



5  
L'engagement comme vecteur d'émancipation



6  
L'engagement, du local au global



7  
Liberté ou obligation de s'engager



8  
Les engagements en réponse aux besoins sociaux



9  
L'engagement, matrice de la démocratie

## PISTES DE RÉFLEXION IDENTIFIÉES PAR LES PARTICIPANTS À L'UNIVERSITÉ

- Comment **articuler** les transformations systémiques à l'échelle locale avec le niveau national ?
- Comment permettre un **engagement d'émancipation** qui ne détermine pas les personnes ?
- Dans un contexte de concurrence pour l'accès aux **financements publics**, comment les associations peuvent-elles valoriser et faire reconnaître leurs actions, tout en les pérennisant ?
- Assistons-nous à une **montée des extrêmes** ou uniquement une montée de l'extrême droite ?
- Comment le monde associatif peut-il se positionner pour rester le «**phare**» de l'engagement ?
- Quelle est la place de la **radicalité** dans l'engagement ?
- Quelles sont les pratiques et les expériences vécues par celles et ceux qui ont des **engagements antiprogressistes**, par exemple contre l'extension des droits pour les migrants et les personnes LGBT+ ?
- Quelles sont les conséquences des engagements subis ? Plus généralement que savons-nous de la santé mentale et du **bien-être** des personnes engagées ?
- L'engagement est-il façonné par le contexte de **surcharge informationnelle** et d'instantanéité ?

© Ce compte-rendu a été rédigé par Hannah Olivier et relu par Yannick Blanc, Charlotte Dubrey et Anna Maden. Il est mis à disposition sous la Licence Creative Commons CC BY-NC-SA 3.0 FR.

